

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

30 janvier 2026

---

SOUTENIR LE DANEMARK ET LE GROENLAND ET ŒUVRER EN FAVEUR D'UNE PLUS GRANDE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE - (N° 1490)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 14

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Saintoul, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

-----

**ARTICLE UNIQUE**

Après l'alinéa 28, insérer l'alinéa suivant :

« Invite le Gouvernement français à refuser l'envoi de troupes françaises au Groenland dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, cette dernière répondant aux intérêts étatsuniens, ce qui serait en totale contradiction avec l'objectif de défendre la souveraineté du Groenland. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement le groupe la France insoumise souhaite ajouter l'alinéa suivant : "Invite le Gouvernement français à refuser l'envoi de troupes françaises au Groenland dans le cadre de l'OTAN, cette dernière répondant aux intérêts étatsuniens, ce qui serait en totale contradiction avec l'objectif de défendre la souveraineté du Groenland."

Depuis son retour à la Maison blanche, Donald Trump multiplie les allusions à l'inutilité de l'OTAN, tout en méprisant et menaçant ostensiblement ses prétendus alliés européens. Dans ce contexte, la France ne peut en aucun cas s'associer à une quelconque initiative otanienne dans ce dossier, car cela compromettrait la souveraineté groenlandaise et danoise. En effet, celle-ci ne peut être défendue par une alliance dominée par Donald Trump.

La France et les autres pays européens doivent, par ailleurs, sortir au plus vite des dépendances les plus critiques à l'égard des Etats-Unis. Il convient de rappeler que dans le domaine militaire, rien n'est fait pour sortir de la dépendance au matériel états-unien : c'est même l'inverse qui se produit. Si l'on prend le cas spécifique du Danemark, on constate qu'après avoir augmenté massivement son budget militaire en 2025 (9,17 milliards d'euros, contre 5 milliards en 2024), le pays a commandé pour près de 6,8 milliards d'euros de matériel étatsunien depuis novembre 2025 : avions de combat F-35, missiles, avions de patrouille maritime, etc. Cette situation, qui concerne la plupart des pays européens, va à contre-courant des prises de paroles de dirigeants européens depuis un an. Rien n'a été fait pour réduire notre dépendance aux Etats-Unis depuis le retour de M. Trump.

Les dirigeants européens doivent sortir de leur déni. Les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent plus être considérés comme un allié. Le cadre otanien doit être mis de côté si l'on veut défendre efficacement la souveraineté groenlandaise et danoise.

Pour cette raison, le groupe la France insoumise a déposé lundi 19 janvier une proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser le retrait de la France de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en commençant par son commandement intégré. La sortie de la France de l'OTAN est une proposition portée de longue date par la France insoumise. Elle se retrouve particulièrement remise à l'ordre du jour par le choix assumé par les États-Unis d'Amérique de renouer officiellement avec une politique impériale sans fard, comme nous le constatons avec les menaces quotidiennes d'annexion du Groenland. Il apparaît dès lors que le maintien de la France au sein d'une alliance militaire conduite par une puissance se plaçant ouvertement hors du cadre du droit international, et exposant notre pays à un risque majeur d'alignement stratégique et d'entraînement dans des conflits contraires à ses intérêts, à ses principes et à ses engagements internationaux, n'est ni souhaitable ni soutenable. Sortir de l'OTAN permettrait à la France de retrouver une indépendance militaire et diplomatique et de redevenir une puissance non-alignée. En retrouvant une voix indépendante, elle parlera la langue de l'intérêt général humain et s'adressera ainsi aux peuples du monde entier. Dans le cas spécifique porté par cette PPRE, la sortie de l'OTAN permettrait à la France d'agir efficacement, et de façon indépendante vis-à-vis des Etats-Unis, pour la défense de la souveraineté groenlandaise et danoise.